

Initiatives ministérielles

d'imprégner une direction pour l'assainissement des finances publiques, ne devrait pas s'en prendre aux plus démunis. Il devrait regarder l'ensemble de la problématique. Quand on parle d'assainissement des finances publiques, on parle non seulement de dépenses mais on parle aussi de rentrées fiscales, on parle de recettes.

• (1210)

Se pourrait-il, en fonction de la démonstration que je viens de vous faire, qu'il y aurait un ménage à faire dans la fiscalité canadienne? Se pourrait-il qu'après 30 ans d'ajouts de nouvelles mesures fiscales, de retranchements de nouvelles mesures fiscales, de «top-loading» comme on dit en anglais, qu'il soit temps qu'on fasse un ménage dans la fiscalité des entreprises? Ne serait-ce que par souci d'équité, comme je le mentionnais tout à l'heure, pour celles qui paient leurs impôts contre celles qui ne le font pas et aussi pour en arriver à simplifier cette fiscalité.

J'avais demandé des références à la bibliothèque, il y a deux ans, pour tout comprendre sur la fiscalité. Je pense que je n'aurais pas eu assez de mon bureau pour accueillir toute la documentation dont je devais prendre connaissance, si je voulais être un expert, comme ceux qui sont payés peut-être un demi-million par année, ou par l'entremise du *CA Magazine*, pour conseiller les entreprises d'ouvrir des filiales dans les paradis fiscaux.

Pour toutes ces raisons, le Bloc québécois rejette d'emblée le rapport de la majorité libérale concernant les consultations prébudgétaires, et j'aimerais indiquer quatre voies, quatre pistes qui pourraient servir au ministre des Finances dans l'élaboration de son prochain Budget.

La première mesure est incontournable: le ministre des Finances doit réformer la fiscalité des entreprises.

La deuxième mesure: comme la ministre des Finances du Québec le lui a demandé cette semaine, que le gouvernement fédéral oublie le Transfert social canadien pour le Québec et donne des points d'impôt au Québec afin d'éliminer les duplications, les chevauchements et les doubles emplois dans la gestion de cette réalité, et par cette contribution puisse prendre ses responsabilités parce que le gouvernement fédéral ne veut pas les prendre envers les plus démunis. Le gouvernement du Québec peut le faire à sa place et beaucoup mieux.

La troisième mesure: nous conseillons au ministre des Finances de couper encore dans le ministère de la Défense. Il y a de la place encore pour 1,5 ou deux milliards dès l'année prochaine. Il peut le faire, il doit le faire.

La quatrième mesure: nous demandons au ministre des Finances de cesser de s'acharner sur les chômeurs, les assistés sociaux, les étudiants, les personnes malades et bientôt sur les personnes du troisième âge.

Ces sont les quatre pistes qui devraient guider le ministre des Finances et ce gouvernement qui depuis deux ans ne fait preuve d'aucune compassion envers les plus démunis et s'enorgueillit de bien gérer les finances publiques alors que c'est de la fumée.

[Traduction]

Le vice-président: Selon l'entente, le député de Capilano—Howe Sound fera, au nom du Parti réformiste, un discours de

trente minutes, qui ne sera pas suivi d'une période de questions ou d'observations.

M. Herb Grubel (Capilano—Howe Sound, Réf.): Monsieur le Président, je suis très heureux d'intervenir aujourd'hui pour présenter les premières observations du Parti réformiste au sujet du rapport provisoire du Comité des finances sur les consultations prébudgétaires, qui a été déposé aujourd'hui.

Venons-en au fait. Le Parti réformiste considère que le rapport renferme des recommandations trop faibles relativement au budget. L'objectif visé, qui consiste à ramener le déficit à 17 milliards de dollars, ou à 2 p. 100 du PIB, d'ici 1997-1998, est tout à fait insuffisant.

Je rappelle aux Canadiens que, dans deux ans, le gouvernement ajoutera encore 50 millions de dollars chaque jour à la dette nationale, qui dépassera à ce moment-là la barre des 600 milliards de dollars. Cela correspond à 2 millions de dollars de plus que le gouvernement n'en prélève en recettes fiscales par heure. Actuellement, le gouvernement dépense 4 millions de plus qu'il n'en prélève par heure.

Par ailleurs, il est peu souhaitable, à notre avis, d'omettre de préciser la date à laquelle le déficit sera complètement éliminé et de refuser d'annoncer des mesures visant à réviser le régime fiscal et à réduire les taxes et les impôts.

Dans le rapport minoritaire du Parti réformiste, nous faisons d'autres recommandations au ministre des Finances: réduire les dépenses suffisamment pour ramener le déficit à 12 milliards de dollars, ou à 1,5 p. 100 du PIB, au cours de l'exercice financier 1997-1998.

Nous jugeons important de recommander d'annoncer un budget équilibré ou un léger excédent pour l'année 1998-1999, année où se tiendront des élections. De plus, nous recommandons au ministre de redonner espoir aux Canadiens en leur promettant de consacrer une part des excédents budgétaires attribuables à la croissance économique dans les années qui viennent à la réduction des taxes et des impôts et une autre part à la réduction de la dette.

• (1215)

Il restera à déterminer les proportions des excédents à consacrer à ces fins, mais il faut prendre un engagement ferme envers ce genre de mesures pour éviter de plier sous les pressions et d'utiliser les excédents pour accroître davantage les dépenses.

Nous exhortons le ministre à prendre des mesures pour simplifier le régime fiscal et créer un taux unique, avec de généreuses exemptions personnelles et exemptions au conjoint, ce qui rendra le régime juste, transparent et efficace. Un régime fiscal ainsi simplifié mettrait un terme au cauchemar de la TPS.

Avant d'expliquer pourquoi nous nous opposons aux recommandations du gouvernement et de formuler nos propres recommandations, je voudrais soulever un point qui m'inquiète énormément. Si le passé est garant de l'avenir, beaucoup d'intervenants vont attaquer ici le programme financier du Parti réformiste, le qualifiant de sauvage et de contraire au bien-être des plus démunis de notre société.

C'est de la foutaise. Notre programme n'est pas sauvage. Personne ici n'a le monopole de la compassion. En fait, nous proposons notre programme justement parce que la question